

Le seul député du MRC a accordé une interview au journal Le Messenger en kiosque ce 26 juin. Il a analysé la question de prorogation des mandats des députés et conseillers municipaux, l'ambiance dans le parti malgré l'interpellation de son leader, mais surtout des libertés publiques au Cameroun.

Comment analysez-vous la question de prorogation des mandats des députés et des conseillers municipaux qui fait débat en ce moment ?

Pour l'instant, je range cela dans le cadre des rumeurs, car nous n'avons pas encore officiellement reçu ce texte au niveau de l'Assemblée Nationale.

Et si cela venait à être confirmé, le MRC serait-il perdant ou gagnant dans cette affaire ?

Le MRC n'attend pas de prorogation. A chaque moment où une élection est annoncée, nous sommes prêts jour et nuit pour préparer les élections. Le nombre de représentants du MRC au parlement ou aux conseils municipaux devrait connaître qui sait une augmentation; mais il va falloir attendre, n'est pas un handicap ?

A ce niveau, nous n'avons pas à qualifier ce que fait le Président de la République, nous regardons ce que la loi dit. Ce ne serait pas un cadeau s'il convoque le corps électoral aujourd'hui, ce ne serait pas un cadeau s'il prolonge.

Que dites-vous de la question des libertés publiques au Cameroun avec l'interdiction systématique des marches de votre parti politique?

Quand vous avez gagné une élection démocratique, pourquoi empêcher que les autres s'expriment librement. Il y a quelque chose qui ne va pas. Car chaque personne qui possède ce qui ne lui appartient pas est toujours en train de guetter à la fenêtre si quelqu'un vient. Il y a par exemple l'interdiction de la conférence de Titus Edzoa qui fait partie de ce que nous dénonçons dans l'ensemble des méthodes du pouvoir en place.

Jusqu'à présent, le MRC continue de contester la victoire de Paul Biya à la dernière élection présidentielle.

Nous parlons de président élu, mais il y a un président autoproclamé par les tricheries des élections. Nous sommes responsables de nos engagements. Nous pensons toujours que les élections dernières n'étaient pas justes. Maurice Kamto est en prison avec ses alliés malgré le

regard de la communauté internationale.

Est-ce que cela n'entame pas votre moral ?

Maurice Kamto est une personne et le parti est une idéologie. Ce qui signifie que si le régime met Kamto en prison, il y a encore 100 Kamto dehors et tant que nous pouvons, nous marcherons jusqu'à ce que les choses soient justes au Cameroun.

Source : Le Messenger
